

La crise en Turquie inquiète l'Union européenne

/ Bruxelles (Belgique)

- 08 janvier 2014 16:49

- AFP (Catherine BOITARD)

/ PAPIER D'ANGLE

- PREV

/ BRU

- ECO - POL - CLJ

- 619 Mots

/

UE Turquie corruption gouvernement

/

[SEI-GL](#) , [SEN-GL](#)

[08 janvier 2014](#)

La crise en Turquie a jeté un coup de froid sur ses relations avec l'Union européenne, à la porte de laquelle elle frappe depuis un demi-siècle, sur fond d'attentisme européen envers un régime affaibli, mais encore facteur de stabilité régionale.

Après un premier coup de semonce au lendemain de Noël, la Commission européenne a exprimé son "inquiétude" mercredi face aux purges dans la police et la justice auxquelles le gouvernement turc procède en riposte à sa mise en cause dans des affaires de corruption.

Rappelant la Turquie à ses engagements en termes de respect de l'Etat de droit, elle l'a "instamment" appelée à garantir une enquête "transparente et impartiale" sur ces allégations.

"La balle est désormais dans la camp turc", a commenté une source

européenne, tandis que le Premier ministre islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan est attendu à Bruxelles le 21 janvier pour des entretiens avec les dirigeants de l'Union européenne.

Programmée avant que M. Erdogan ne se retrouve sur la sellette, cette visite visait à confirmer la volonté d'Ankara et de Bruxelles de donner un nouvel élan à leurs relations, après la reprise en octobre des négociations d'adhésion engluées depuis des années.

Dans la foulée, la Turquie avait donné satisfaction à ses partenaires européens en acceptant en décembre de signer un accord qui vise à lutter contre le transit sur son territoire de dizaines de milliers d'immigrés illégaux en route vers l'UE.

Pour le commissaire européen à l'Elargissement, Stefan Füle, l'enjeu du réchauffement était de parachever la mue démocratique de la Turquie, après le premier ébranlement du régime de M. Erdogan sous les coups de la fronde sociale, violemment réprimée, qui avait gagné ce pays en juin.

"Le problème est que l'on voit désormais mal M. Erdogan retrouver l'hégémonie politique" dont il a longtemps joui, et que personne ne peut prédire l'issue de la crise en cours, juge l'euro-député conservateur grec Georges Koumoutsakos, de la délégation UE-Turquie du Parlement européen.

"Il devient dès lors difficile d'imaginer de nouvelles avancées (dans les négociations) entre UE et Turquie, surtout avant les élections européennes de mai", relève-t-il.

Relations en "eaux troubles"

Plus de 50 ans après l'accord d'association conclu en 1963 entre les deux parties, la perspective d'une entrée dans l'UE d'un pays en majorité musulman continue de fait de se heurter à de fortes réticences dans l'opinion publique européenne, notamment allemande.

"Pour la deuxième fois en sept mois, la Turquie est en train de perdre beaucoup du prestige international qu'elle avait gagné en une décennie de succès économiques et de stabilité politique", s'inquiète Marc Pierini, du centre d'analyse Carnegie.

De quoi selon lui faire entrer "en eaux troubles" ses relations avec l'UE, alors même qu'elles ont profité à la Turquie "en matière de modernisation, de notation bancaire et d'investissements étrangers".

Pour Hugh Pope, du centre d'analyse International Crisis Group, Européens et Turcs doivent toutefois se garder de toute tentation de rompre les ponts, notamment au vu des bouleversements en Syrie, qui partage une frontière de 900 km avec la Turquie.

"La prospérité et la sécurité de l'UE dépendent dans une mesure considérable de sa relation avec la Turquie. et cela est d'ailleurs réciproque", en dépit "des excès de rhétorique politique des deux côtés" tendant à le faire oublier, souligne-t-il.

Au-delà des condamnations verbales, la prudence est du coup de rigueur côté européen, relève Nathalie Tocci, spécialiste de la Turquie à l'Institut italien des affaires internationales. Elle met en avant l'opacité de la crise actuelle, sous-tendue par un "conflit politique entre Erdogan et Fethullah Gülen", son ex-allié, "où il n'y a pas de bons et de méchants".

"Nous observons la situation avec stupéfaction, sachant que le pire est encore peut-être à venir", a confié à l'AFP un diplomate européen.

cb/aje/bds/pb